

Tribune publiée dans le journal *LA CROIX* du 9 septembre 2026

Philippe Meirieu : « Voulons-nous encore éduquer nos enfants et en payer le prix ? »

Philippe Meirieu

Spécialiste de la pédagogie, professeur honoraire à l'université Lumière-Lyon 2, co-auteur avec Djéhanne Gani de « Parions sur l'École et sur l'éducation » (Éditions de l'Aube, 2026)

Pédagogue reconnu, Philippe Meirieu réagit aux résultats de la dernière enquête Pisa sur le niveau des élèves français. Il dénonce les contradictions entre les intentions affichées et la réalité observée sur le terrain. Et interroge la volonté politique de faire de l'éducation la priorité n° 1 du pays.

Il y a, tout à la fois, quelques raisons de se méfier des résultats de l'enquête Pisa 2025, et une bonne raison de les prendre très au sérieux. Il faut rappeler, en effet, que l'OCDE, qui orchestre cette grande [enquête internationale](#), n'est pas une ONG dédiée aux droits de l'enfant, mais bien un consortium qui réunit 38 pays, essentiellement occidentaux, et promeut l'économie de marché.

Elle a construit, pour cela, une « *monnaie commune* » qui permet de comparer et classer les systèmes éducatifs de différents pays en évaluant le « *niveau* » des enfants de 15 ans. Cette évaluation ne porte pas sur les programmes scolaires (trop différents les uns des autres) mais concerne des compétences techniques dans trois domaines : les mathématiques, la culture scientifique et la compréhension de l'écrit.

Pas question de casser le thermomètre

Ces compétences sont évaluées à l'aide de questionnaires à choix multiples. Il est ainsi tout à fait logique que les pays d'Asie du Sud-Est où sévit, depuis plusieurs années, le « *teaching to the test* » – un enseignement entièrement orienté sur l'obtention de bonnes performances aux tests Pisa – soient en tête du classement. De plus, comme d'autres pays ayant des systèmes éducatifs radicalement différents obtiennent parfois des résultats comparables (la Finlande hier ou l'Estonie

aujourd'hui), on ne peut nullement en conclure qu'il existe une « *bonne méthode universelle* ».

C'est qu'en réalité, Pisa n'évalue pas l'adéquation des résultats au regard des finalités éducatives de chaque pays, mais la conformité à une norme commune conçue en termes quantifiables et comparables. L'enquête laisse donc échapper ce qui n'entre pas dans ses cases : la dimension culturelle, le domaine artistique, l'éducation physique et sportive, la formation des élèves à la démocratie ou encore ce que nous nommons « *l'éducation morale et civique* ».

Pas question, pour autant, de « *casser le thermomètre* » : la France obtient sur les compétences évaluées par Pisa de mauvais résultats. Le ministre estime que « *nos élèves restent dans la moyenne de l'OCDE* », mais néglige le fait que nous sommes l'un des pays où les écarts entre les meilleurs et les plus faibles sont les plus importants.

Une part faible du PIB consacrée à l'éducation

Il oublie aussi de préciser que la France dépense 8,9 % de son PIB pour ses dépenses éducatives, alors que la moyenne des 27 pays de l'OCDE est de 9,7 %. Selon la Commission européenne elle-même, la France est, d'ailleurs, le troisième pays d'Europe qui consacre sa part la plus faible à l'éducation. C'est pourquoi il faut se demander si nos politiques et, plus largement, notre pays tout entier croient encore que, selon l'adage célèbre de Nelson Mandela, « *l'éducation est l'arme la plus puissante pour transformer le monde.* »

En effet, notre pays croit-il encore en l'éducation quand il accepte que ses professeurs, mais aussi tous les personnels éducatifs (et, en particulier, les accompagnants des enfants en situation de handicap), manquent autant de reconnaissance financière et symbolique ? Notre pays croit-il encore en l'éducation quand, au lieu de s'interroger sérieusement les pédagogies nécessaires pour faire face aux défis d'aujourd'hui, il multiplie les « *coups de com* » et les réformes improvisées qui se télescopent sans être évaluées ?

Notre pays croit-il encore en l'éducation quand il prétend « *donner plus* » aux réseaux d'éducation prioritaire mais y envoie systématiquement des contractuels et des vacataires sans préparation ? Notre pays croit-il encore en l'éducation quand, alors que le climat scolaire pèse lourdement sur le travail des élèves, la formation pédagogique de ses enseignants est si malmenée ?

Garantir un environnement éducatif hospitalier et exigeant

Notre pays croit-il encore à l'éducation quand il laisse se perpétuer les stéréotypes sexistes qui découragent les filles de s'engager dans les sciences et laissent tant de garçons patauger dans un virilisme machiste qui privilégie la compétence musculaire sur la compétence linguistique, la violence sur l'échange ?

Notre pays croit-il encore en l'éducation quand il imagine développer l'exigence dans les apprentissages en classe en augmentant simplement le taux d'échec aux examens ? Notre pays croit-il encore en l'éducation quand il décrète que l'interdiction des téléphones portables et des réseaux sociaux suffit pour amener nos adolescents vers des activités plus propices à leur développement, alors qu'en même temps il met en difficulté les mouvements d'éducation populaire qui, justement, proposaient ces activités ?

Notre pays croit-il encore en l'éducation quand il laisse entendre, ici ou là, que l'intelligence artificielle générative pourrait se substituer aux professeurs et rendre les études inutiles ? Notre pays croit-il encore à l'éducation quand nous voyons, dans Pisa, que seul un élève sur deux dit que [ses parents montrent un intérêt à ce qu'il apprend à l'école](#) ?

Alors, voulons-nous encore éduquer nos enfants et en payer le prix ? Financier, bien sûr, mais aussi en travaillant ensemble à leur garantir un environnement éducatif hospitalier et exigeant à la fois. Espérons que la campagne présidentielle qui s'ouvre permettra de dégager un vrai projet éducatif pour donner, enfin, un avenir à notre futur.